



HAL
open science

De l'otage à la proie, Irina Dovgan. Une femme civile dans la guerre (Donbass, Ukraine)

Perrine Poupin

► **To cite this version:**

Perrine Poupin. De l'otage à la proie, Irina Dovgan. Une femme civile dans la guerre (Donbass, Ukraine). Violence partout, justice nulle part ! Monde commun, 1, pp.96-115, 2018. hal-03120775

HAL Id: hal-03120775

<https://hal.science/hal-03120775>

Submitted on 25 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE L'OTAGE À LA PROIE, IRINA DOVGAN Une femme civile dans la guerre (Donbass, Ukraine)

Perrine Poupin

Presses Universitaires de France | « Monde commun » 2018/1 N° 1 | pages 96 à 115

ISSN 2648-1146 ISBN 9782130809159

Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-monde-commun-2018-1-page-96.htm>

L'Ukraine est en guerre. Depuis le début du conflit, au printemps 2014, près de dix mille civils et combattants ont été tués et plus de vingt mille ont été blessés à l'est du pays, près de la frontière avec la Russie (chiffres décembre 2017 de l'ONU). Environ 800 civils auraient été pris en otage, des deux côtés, pro-russe et pro-ukrainien. Prise en otage, puis libérée, Irina Dovgan vient du Donbass, région minière et sidérurgique, dont l'essentiel de la métallurgie et la totalité de l'industrie du charbon appartiennent à l'oligarque Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine, qui a constitué sa fortune au début des années 1990. Irina a passé toute sa vie à Yassynouvata, une petite ville de 36 000 habitants, située à quinze kilomètres au nord de Donetsk. Ma rencontre avec elle date de l'automne 2016, alors que je travaillais comme interprète pour Ilioné Schultz, une journaliste française qui menait une enquête sur la question des violences sexuelles dans le conflit.

Les entretiens menés avec les femmes victimes ou témoins de violences furent des situations éprouvantes. Toujours pressées par le temps, nous étions, la journaliste et moi, constamment frustrées, en plus du choc lié aux récits. Sans doute pour conjurer mon angoisse face à l'impossibilité de la narration des violences extrêmes, je décidai de refaire le terrain, plus calmement et au long cours, en chercheur. Je n'avais pas cessé d'écrire à Irina. Je lisais et écoutais tous les entretiens qu'elle avait donnés aux médias. Je suis retournée en Ukraine en 2017. Son histoire aide à comprendre un problème peu pris en compte par la population générale et les décideurs, celui de la prise en charge des civils ayant subi des violences en temps de guerre.

Une vie dans le donbass, la révolution et la guerre

Irina a 55 ans. Économiste de formation, elle a travaillé toute sa vie comme comptable dans l'entreprise de construction de son mari. Elle fait partie de cette classe moyenne qui travaille dur et qui a consacré son existence à bâtir un environnement paisible et confortable. Ce

¹ Ilioné Schultz, « Ukraine, les plaies à vif des violées de guerre », dans *Impunité zéro. Violences sexuelles en temps de guerre : l'enquête*, Paris, Autrement, 2017. L'article d'Ilioné Schultz est également accessible sur : <https://zeroimpunity.com/ukraine-la-guerre-intime/>

monde, Irina me le montre, avec fierté et mélancolie, à travers des photographies d'une maison à deux étages, d'un beau potager avec des fleurs, de sa fille de 15 ans et de son fils de 34 ans (d'un premier mariage) qui a lui-même fondé une famille, et d'un chien joyeux. Trois ans avant la guerre, à l'approche de la retraite, Irina changea d'activité. Elle ouvrit un salon de beauté. S'établir comme esthéticienne « convenait plus à son âme » que de tenir les comptes de son mari. Irina tirait aussi une grande satisfaction à se mettre à travailler de ses mains. Elle espérait ainsi faire œuvre utile pour les femmes qui, dans les pays post-soviétiques, « ont le devoir d'être belles ».

Comme des millions d'Ukrainiens, Irina a voyagé en Union européenne. Elle a été charmée par les autoroutes entretenues de la Pologne voisine, elle a fait des stages de cosmétique en France. Avant la guerre, elle pensait être européenne : « Vous ne voyez pas de grandes différences entre vous et moi », me confie-t-elle. Elle n'est pas non plus une europhile béate. Voyager lui a simplement permis de comparer, d'avoir un regard critique sur le niveau élevé de corruption du pouvoir local du Donbass². Elle interpréta comme une façon d'amputer l'avenir des générations actuelles et futures le refus soudain (suite à la pression de Moscou) de l'ancien président Ianoukovitch de signer l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, en gestation depuis une décennie. La répression violente des premières manifestations d'étudiants provoqua l'occupation de la place du Maïdan à Kiev, qui rassembla près de 10 % de la population du pays.

Irina regarda jour et nuit la révolution de la place du Maïdan à Kiev, retransmise en direct par la chaîne de télévision privée Canal 5 – propriété de l'homme d'affaires et actuel président Petro Porochenko – et sur les médias en ligne. Elle participa aussi aux meetings qui rassemblèrent chaque soir à Donetsk quelques centaines de personnes. Elle envoya plusieurs fois de l'argent à la caisse du Maïdan. Horrifiée, elle assista presque en direct à l'assassinat par des snipers d'une centaine de manifestants sans armes le 20 février, ce qui provoqua un scandale tel que le gouvernement Ianoukovitch dut fuir le pays.

Fin février 2014, les partis de l'opposition créèrent un gouvernement provisoire. Des bataillons armés « anti-Maïdan » refusèrent de reconnaître la légitimité de ce nouveau régime, accusé de coup d'État. Avec l'aide de troupes russes, ils annexèrent la Crimée en mars et prirent d'assaut les bâtiments officiels des chefs-lieux, puis proclamèrent la création des Républiques populaires de Donetsk (7 avril) et de Lougansk (11 mai), à l'Est. L'occupation de ces régions se fit sans déclaration de guerre et sans résistance de la part des autorités locales³. La Russie soutient ces républiques, tout en niant l'envoi de soldats et de moyens.

² Le Donbass, qui regroupe les régions de Donetsk et Lougansk, actuellement en partie contrôlées par des groupes séparatistes, représentent avant la guerre 9 % du pays et 17 % de sa population.

³ Chaque région, celles de Donetsk, Lugansk et de la Crimée, est proche en superficie et en population de la Bretagne. L'Ukraine compte 43 millions d'habitants.

La population de Yassynouvata, comme celle du Donbass, se divisa dès l'hiver en pro et anti-Maïdan. Irina essaya de convaincre son entourage, en vain. Dans son salon, certaines clientes anti-Maïdan espéraient sincèrement « retourner en Union soviétique ». Une grande partie ne voulait rien savoir et refusait de « s'occuper de politique ». Irina n'avait jamais caché ses opinions pro-ukrainiennes. Lorsqu'une femme lui dit que les « berkuts » (CRS ukrainiens) auraient dû ensevelir les étudiants dans du béton, elle décida de faire attention à ce qu'elle disait. Elle noua de forts liens avec les femmes qu'elle identifia comme pro-ukrainiennes. Ce tissu de relations permit la naissance d'un réseau qui fonctionna dès le printemps, alors que très peu de clientes fréquentaient encore les salons de beauté. L'économie était gelée. Irina ne voulait pas abandonner sa maison, son potager et ses animaux. Les voisins portaient en lui laissant leurs clés.

La résistance

Face à l'incurie gouvernementale, Irina voulut agir à son niveau et faire plus qu'héberger des personnes qui avaient perdu leur domicile, comme elle l'avait fait jusqu'alors :

Je voyais l'arrivée des mercenaires russes dans la région et la propagande à la télévision russe qui rendait fous les gens autour de moi. J'ai décidé de faire quelque chose pour l'Ukraine, personnellement : apporter de la nourriture et des vêtements aux combattants ukrainiens du côté de Sloviansk. C'est avec horreur que j'ai vu dans quelle misère les soldats vivaient. Ils étaient maigres, affamés. Je voyais un tel désespoir dans leurs regards.

Irina minimise et justifie à longueur de récits son engagement :

« Je n'ai fait aucun exploit », « Je suis une petite femme d'une petite ville », « Notre engagement était égoïste, nous voulions que les soldats nous libèrent », « J'avais honte que mon mari ne s'engage pas dans l'armée ».

L'armée ukrainienne était totalement désorganisée et sans ressources. Une partie de la quarantaine de groupes auto-organisés sur la place occupée du Maïdan se déplaça vers le Donbass. L'engagement dans la guerre se fit dans la continuité de la révolution. Les combattants volontaires allèrent à la guerre avec leurs savoirs de la révolte et leurs faibles moyens. Leurs réseaux de soutien les accompagnèrent et réorientèrent leur activité vers la gestion de tous les aspects logistiques de la lutte et de la vie au front.

En juin, le mari d'Irina partit avec leur fille soigner son père malade, à Marioupol, grand port stratégique de la mer Noire, dans la région de Donetsk et sous contrôle ukrainien. Ses proches absents, Irina avait les mains libres. Yassynouvata se trouvait à quelques kilomètres du front. Irina s'organisa avec des clientes :

On prenait tout ce qu'on trouvait chez nous, les vêtements et les chaussures de nos maris, des draps, des couvertures et des coussins. On achetait des médicaments. J'allais faire le tour des magasins pour acheter des cigarettes, par cinq ou dix paquets maximum, pour ne pas me faire repérer. On préparait à manger. Et on remplissait le coffre de ma voiture ou celui d'une amie.

Ce réseau envoyait également de l'argent aux associations d'aide aux soldats. Irina et l'amie qui l'accompagnait s'accordaient sur une histoire à fournir aux combattants séparatistes pour sortir du territoire : elles allaient aider des parents à Sloviansk, une ville située à une centaine de kilomètres au nord de Donetsk. La première expédition fut épique :

Une fois le checkpoint franchi, nous ne pouvions pas nous arrêter sur la route. Les tanks étaient dans les champs. Quand on ralentissait, on tirait au-dessus de notre voiture pour nous dire d'avancer. Un peu plus loin, nous nous sommes arrêtées. J'ai marché dans un champ de blé brûlé et miné, les mains ouvertes, en jean et en tee-shirt. Un homme avec une mitraillette est venu à ma rencontre. Je lui ai dit que nous les aimions beaucoup, que nous, femmes ukrainiennes, voulions faire quelque chose, que notre coffre était rempli de nourriture. Nous nous sommes embrassés. Il m'a dit de tout mettre dans les buissons et de vite partir.

Les fois suivantes, ce fut plus simple : les soldats se souvenaient d'elles. Ils échangèrent leurs numéros de téléphone. Les femmes participèrent ensuite à un mouvement plus vaste : elles livrèrent des colis qui venaient de plus loin, transmis par des volontaires, comme Tatiana Rychkova, qui a acquis sa notoriété sur les réseaux sociaux en suivant son mari (mort en août 2014) sur le front et en créant l'association Les Ailes du Phénix (Kril feniksa), qui fournit aux soldats radios, casques, gilets pare-balles et médicaments. Les livraisons étaient périlleuses : « On cherchait les troupes sur la ligne de front. C'était horrible ». Dans un scrupule d'ancienne comptable, croyant qu'il était bon de rendre des comptes aux donateurs, Irina photographia des livraisons aux soldats, enregistra sa correspondance et dressa une liste des bienfaiteurs et des dons sur sa tablette. Les sommes étaient conséquentes.

Vers le 10 août, des combattants séparatistes armés affluèrent par centaines dans les rues de Yassynouvata. Jusqu'à cette date, ils étaient restés en marge de la ville. La ligne de front se situait à quelques kilomètres. À Yassynouvata, on entendait le bruit quotidien des obus qui tombaient sur la ville ouvrière voisine d'Avdiïvka, zone stratégique du Donbass, à la fois parce que c'était un nœud routier et aussi pour son usine de coke (charbon) – la plus grande d'Europe, détenue par l'oligarque Akhmetov, et qui approvisionne la région en électricité. Le 9 août, Irina alla y chercher le fils d'un collègue caché dans son garage. Le 16 août, elle partit le matin de Yassynouvata pour Kramatorsk, situé à 90 kilomètres au nord de la ville. Elle attendit un colis un jour entier. Le 17 au matin, elle repartit le distribuer aux soldats aux abords du village de Mikhaïlovka, situé à 20 kilomètres de Yassynouvata. Ce fut la dernière livraison d'Irina. Elle prit le chemin du retour. Depuis la route, elle vit Yassynouvata en feu. Les soldats lui interdirent le passage, elle dormit dans sa voiture. Le lendemain, elle découvrit, stupéfaite, sa ville détruite. Le maire avait fui. Irina passa plusieurs checkpoints séparatistes et rentra chez elle.

Le « visage des ténèbres »

Le 23 août, des ravisseurs kidnappèrent Irina chez elle, en tenue de maison, en jogging et

sans soutien-gorge. Il s'agissait de combattants du bataillon Vostok (qui signifie *Est*), une force armée séparatiste dirigée alors par un homme originaire de la région de Donetsk, Alexandre Khodakovski⁴. Ce bataillon aurait compté, à l'été 2014, environ 500 combattants dont la moitié de Kadyrovtsy, des Tchétchènes pro-Kadyrov. L'arrestation d'Irina était due à son entourage : elle avait donné sa tablette à un contremaître de l'entreprise de son mari en lui demandant de l'amener à Marioupol, en zone ukrainienne. Celui-ci s'était fait arrêter à un checkpoint. Il dénonça Irina. Irina fut arrêtée pour ses activités militantes. D'autres subissent le même sort en tant que parents de militants ou pour servir de main-d'œuvre gratuite. Les premiers interrogatoires furent effectués par deux Ukrainiens, des policiers ralliés au camp de la République populaire de Donetsk (DNR). L'un d'eux lui dit qu'il était là pour construire une nouvelle république sans oligarque et pour que tous puissent vivre dans l'égalité. Les ravisseurs annoncèrent d'emblée à Irina qu'ils allaient la tuer. Si elle donnait les noms et les adresses de ses camarades, la mise à mort se ferait sans douleur, d'un coup de fusil. Dans le cas contraire, elle serait envoyée au rez-de-chaussée, livrée aux mains de cent mercenaires expérimentés, russes, ossètes et tchétchènes⁵. On la menaça de viol. Sur sa tablette figurait la photo de l'amie qui l'accompagnait dans les distributions, avec la date et l'endroit de la prise de vue. Comme ils le font pour la majorité des otages, les ravisseurs torturèrent Irina pour qu'elle donnât son adresse.

Jamais Irina n'avait fait l'expérience d'une telle barbarie :

J'avais une méconnaissance de la violence et même de la grossièreté. Mon père était le responsable de la bibliothèque de notre ville. Mon mari a toujours été correct avec moi. Je n'aurais jamais pensé que des hommes puissent être aussi brutaux avec des femmes. Dans cet endroit, j'ai vu le visage de l'horreur, le visage des ténèbres. Il n'y a pas de limite à l'horreur. Ou alors c'est la mort. Et ceux qui sont morts ne peuvent plus nous raconter l'horreur qu'ils ont vécue.

La peur d'être violée était encore plus forte que celle d'être tuée. Irina se dit intérieurement qu'elle était déjà grand-mère, qu'elle n'était plus toute jeune, qu'elle avait vécu. Elle rêva d'une mort rapide et indolore. Puis elle pensa qu'elle pouvait duper ses ravisseurs et leur donner quelques informations sans conséquences pour la vie de son entourage. Elle s'était préparée à la possibilité d'une arrestation. Elle avait lu des recommandations diffusées sur Facebook, celle, par exemple, d'établir un contact humain avec les ravisseurs : leur répéter son nom, leur demander les leurs, leur parler de leurs enfants.

Les ravisseurs vérifièrent les informations données par Irina. Le second jour, lorsqu'ils comprirent qu'elles étaient fausses, ils l'envoyèrent au rez-de-chaussée, dans une pièce avec dix mercenaires ossètes. Le ton changea. Elle s'était encore sentie traitée comme une

⁴ Le nom a été emprunté à un autre bataillon qui, lors de la seconde guerre de Tchétchénie, et jusqu'en 2009, avait combattu les indépendantistes et répondait directement aux ordres du GRU – les services de renseignement de l'armée russe.

⁵ Il s'agit d'anciens soldats russes ou agents du FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie) reconvertis au sein de sociétés privées, qui mènent des opérations en collaboration avec l'armée russe.

femme par les séparatistes ukrainiens ; elle perdit ce statut avec les mercenaires. La communication était rompue :

J'avais l'impression d'être un papier, une plante. Ils me frappèrent, avec leurs pieds, tout en riant et criant. Un des hommes descendit son pantalon, montra ses organes et exigea que j'ouvre la bouche. Il dit que je n'étais que de la marchandise d'occasion, que je ne méritais que du sexe oral. Au début j'ai crié. Ils m'ont frappée par derrière. Ils m'ont déshabillée. Et je suis tombée face contre terre.

Les insultes à caractère sexuel étaient proférées notamment par un chef cosaque ossète pro-russe connu, Babai⁶. Dans ces moments, ce n'était pas l'humiliation qu'Irina éprouvait, c'était la peur animale, la peur face à la mort. Elle avait perdu toute fierté et sa dignité de femme. Cette journée fut interminable. On ne saura pas si Irina a été violée. C'est fort probable. Les violences sexuelles font partie de la guerre. Le sujet est tabou. Le viol ne se dit pas. Si les témoignages des femmes sont rares, ceux des hommes sont quasiment inexistantes.

La mission des mercenaires n'était pas de collecter des renseignements sur l'ennemi, mais d'extorquer de l'argent. Un des Ossètes analysa le téléphone et la tablette d'Irina, ses photos et son compte Facebook. Les ravisseurs exigèrent les codes des cartes bancaires trouvées à son domicile. Ils menacèrent Irina de tourner avec elle une vidéo si épouvantable que son mari viendrait leur porter l'argent à genoux. Ils trouvèrent dans sa tablette la photographie qui circulait dans les médias de Vitali (« Zaour ») Atarov, un des mercenaires présents dans la pièce. Ce trentenaire originaire d'Ossétie devint fou : « Quoi, ce sont les Américains qui t'ont envoyée m'espionner ? » Il pointa son arme sur la tête d'Irina, puis tira près de son oreille. Il la tortura pour qu'elle dénonçât celui qui l'avait engagée. Le lendemain, elle subit un interrogatoire de la part d'un des séparatistes ukrainiens du premier jour. Irina lui reprocha, en pleurant, à lui, un homme de sa nationalité, de l'avoir « donnée en pâture à des musulmans ». Le séparatiste répondit, restant dans le répertoire raciste, qu'il s'agissait d'Ossètes, donc d'orthodoxes. Irina interpréta sa « cruauté froide » comme du cynisme.

Une photographie qui sauva irina

Le jour suivant, les ravisseurs décidèrent de l'amener à un check-point sur lequel l'armée ukrainienne tirait activement : ils voulaient qu'elle soit tuée par les siens. Une dispute éclata entre eux : aucun ne voulait risquer sa vie pour une telle expédition. Ils conduisirent finalement leur otage sur une place connue de Donetsk, près de l'avenue Illitch, en face de l'hôtel Motel. Au pied d'un poteau indicateur, avec autour du cou un grand panneau : « Elle tue vos enfants. Collaboratrice des bourreaux » et sur le dos un drapeau ukrainien, Irina fut frappée par les hommes pendant des heures. Ceux-ci hélèrent les passants : « Regardez,

⁶ En 2008, la Russie est intervenue militairement en Ossétie du Sud, république séparatiste géorgienne, reconnue par la Russie comme pays indépendant.

c'est une fasciste ukrainienne. Elle tue vos enfants. Elle a inscrit des signes sur les murs de vos maisons pour que l'armée ukrainienne les détruise. » Le qualificatif de « fasciste » appartient au code traditionnel, repris par le régime de Poutine, des injures de la propagande soviétique. Qualifier les soutiens de Maïdan de « fascistes » sous-entend que ces derniers sont les héritiers de ceux des indépendantistes ukrainiens qui s'étaient engagés dans les troupes allemandes nazies durant la Seconde Guerre mondiale.

La plupart des personnes passaient à côté d'Irina en baissant la tête. Quelques-unes s'arrêtèrent et insultèrent Irina. Des femmes la frappèrent, parmi elles une retraitée avec sa canne. Des jeunes gens bien habillés se photographièrent les uns les autres devant elle. Un photographe brésilien, Mauricio Lima, fixa un moment cette scène, lorsqu'une passante frappa du pied Irina en lui criant : « Fasciste ! ». La photographie parut le lendemain, le 26 août, dans le *New York Times*. Elle fit le tour du monde. Le soir, un enquêteur lança à Irina qu'elle était devenue une « star d'Internet ». Irina ne comprit pas immédiatement. Elle se prépara à mourir. Elle s'excusa intérieurement auprès de son mari et de sa famille de les abandonner ainsi. Son mari apprit l'arrestation par les réseaux sociaux. Cela faisait sept jours que les communications téléphoniques avaient été coupées dans la ville en guerre. À Marioupol, il se rendit au Service de sécurité d'Ukraine (SBU), successeur du KGB soviétique, qui enregistra sa déclaration⁷. Il téléphona à Vostok SOS, une association d'aide aux déplacés et de lutte pour la reconnaissance de leurs droits, créée en avril 2014 dans le prolongement d'EuroMaïdan SOS, qui avait fourni une aide juridique aux manifestants pendant la révolution. Dans la ville attaquée par les séparatistes, le sort d'Irina passa inaperçu.

Le 27 août, le chef du bataillon, Alexandre Khodakovski, décida de libérer Irina, dans une mise en scène devant de nombreux journalistes russes, affirmant qu'il n'était pas au courant et promettant de punir les responsables. Irina et son mari décidèrent de quitter Yassynouvata. Les ravisseurs leur permirent de récupérer quelques affaires et leurs animaux. Irina constata que son salon de beauté et sa maison avaient été totalement pillés. Plus tard, elle vit sur Internet des photographies de sa maison occupée par des combattants séparatistes. Les biographies de ces occupants circulaient également : elles avaient été réalisées à l'aide de logiciels de reconnaissance faciale et de recherche d'images par le contenu à partir des photographies que les occupants avaient eux-mêmes publiées sur le réseau social russe VKontakte. Le cas d'Irina n'est pas unique. La plupart des civils pris en otage sont libérés, rapidement ou après plusieurs mois ou années de détention. Les autres sont assassinés. Quelle que soit la raison du départ des personnes (arrestation ou exil), les forces d'occupation l'apprennent tôt ou tard et s'approprient les logements. Ils y placent leurs hommes. Pour ne pas perdre leur maison, les « déplacés internes » s'arrangent, lorsqu'ils le peuvent, pour la louer ou la prêter gratuitement.

⁷ En septembre 2014, le SBU ouvrit un centre pour la libération des otages et des personnes disparues. La première année, il s'occupa des soldats, les années suivantes des civils également.

Partir du Donbass : la vie d'une « déplacée interne »

Près de 1,6 million d'Ukrainiens ont fui les territoires occupés vers les autres régions de l'Ukraine et la Russie. Ces déplacés internes sont confrontés à une nouvelle vie, difficile sur le plan matériel et psychologique. Depuis octobre 2014 (et grâce à la pression d'associations), l'État donne à chaque déplacé l'équivalent de 14 euros par mois aux personnes en état de travailler et de 28 euros aux retraités, handicapés et enfants (avec un maximum de 75 euros par famille)⁸. L'allocation est insuffisante pour vivre. Les Dovgan ne reçurent pas cette aide, car considérés comme suffisamment riches pour subvenir à leurs besoins. Migrer requiert des moyens et des contacts. Lorsque les Dovgan arrivèrent à Kiev en septembre, ils ne possédaient rien. L'argent gardé à domicile avait été volé. Les comptes bancaires étaient bloqués, les cours de la grivna ukrainienne s'étaient effondrés. La famille fut logée chez des amis. Irina exerça sa profession d'esthéticienne à domicile. Son mari trouva du travail. Le couple put ensuite retirer 300 euros par semaine à la banque, vendre le garage et la voiture du beau-père décédé, emprunter de l'argent à l'entre-prise du mari et à des amis et acheter une maison en chantier au sud de Kiev. Grâce à leur promptitude à réagir, leur statut social et leurs moyens financiers, la situation matérielle de la famille d'Irina redevint convenable. Pour la majorité des déplacés, la survie repose sur la solidarité des associations de volontaires ou des proches. Leurs conditions de vie sont déplorable. Le passeport indiquant une adresse dans l'Est de l'Ukraine est un passeport-stigmate : il permet difficilement de trouver un emploi et un logement, et sus- cite la jalousie pour les aides qu'il permet de recevoir. Ce contexte conduit une bonne partie des déplacés à retourner dans les territoires en conflit.

La première période de l'exil fut vécue avec euphorie par Irina et son mari : « Nous étions dans la partie libre de l'Ukraine, avec des gens comme nous ! » Leur enthousiasme faiblit par la suite. Irina ressent une vive agressivité à son égard de la part des habitants de la région de Kiev : « Quand je dis que je suis de Donetsk, c'est douloureux. C'est comme recevoir un coup de couteau. » Irina pro- jette dans le futur l'inversion de l'équilibre des forces : « La société n'est pas totalement mûre. La prochaine génération sera meilleure que nous. » Fin mai 2014, avant la prise d'otage, la famille avait quitté une première fois le Donbass pour Lviv. Au bout de quelques jours, elle retourna vivre dans le Donbass. En plus de l'attachement au territoire, un autre problème explique cette difficulté à vivre ailleurs : l'animosité interrégionale, qui est une violence antérieure à la guerre. Lorsque l'armée ukrainienne intervint dans le Donbass à partir du début du mois de mai 2014, tardivement et militairement, le gouvernement qualifia ces opérations d'« antiterroristes », criminalisant toute critique à l'égard du nouveau pouvoir et sans prendre en charge les spécificités de la région.

Sortir de captivité

⁸ À titre de comparaison, le salaire moyen en Ukraine est de 200 euros (à Kiev, de 330 euros).

Les deux premiers mois après la sortie de la captivité furent très difficiles pour Irina. Elle accepta toutes les sollicitations des médias. Les journalistes exigèrent de l'ancienne détenue qu'elle relatât, dans l'urgence et sans pudeur, sa détention et ses persécutions. On lui demanda si elle avait été violée. Le mari d'Irina fut aussi durement questionné : « Lors de la première interview, une journaliste a demandé à mon mari ce qu'il ressentait, s'il n'avait pas eu envie de tuer des combattants de la DNR et s'il n'avait pas honte pour moi. » Comme me dit une militante d'une association qui s'occupe des otages, L'Oiseau bleu (Blakytynj ptah), les victimes ont honte, après coup, d'avoir été exposées et reconnues dans la rue par des inconnus les montrant du doigt. En visionnant les interviews, je voyais que les hommes journalistes se focalisaient sur des considérations générales sur le pays et que leurs questions étaient formulées avec agressivité. Les femmes présentatrices de type talk-show créaient de leur côté des moments de fausse intimité, baignés de larmes, et exposaient publiquement les sentiments d'Irina. Dans les moments les plus émouvants, de gros plans étaient faits sur l'auditoire : on voit la terreur et la peur dans les regards. C'était un spectacle extrêmement violent pour moi.

Dans la course au sensationnalisme, les mots s'enfoncent dans un drame sans issue. On joue sur le registre émotionnel et non sur le registre critique. Tout le monde est désespéré, y compris les journalistes. « Ces tsunamis émotionnels sont destinés à rendre la société, fatiguée par la guerre, davantage malléable et gouvernable », confie la militante de L'Oiseau bleu. Dans ces moments, on a l'impression que c'est Irina, la victime, qui reconforte les journalistes et le public. Sur un plateau de télévision, un journaliste, dont la froideur fut critiquée par Irina, lui confia : « Vous dites des choses très sérieuses, terribles, Irina. Il faut les digérer pour les comprendre. J'essaye de me mettre à votre place ». Irina regrette ce manque de tact professionnel, qui permettrait de préserver les personnes au moment de leur libération, mais aussi lors de leur détention (des portraits médiatiques de « patriotes » mettent les otages en danger). Selon elle, les journalistes ne se conduisent pas d'une façon décente et ne sont pas à la hauteur des situations dramatiques vécues.

Des citoyens écrivirent à Irina pour lui demander de se porter candidate aux élections parlementaires en automne 2014, à Sloviansk, sous contrôle ukrainien depuis juillet 2014. Elle accepta : « J'avais la sensation que puisque j'étais restée vivante, il fallait que je fasse quelque chose d'important ». Elle convainquit son mari et plaça leur fille chez des connaissances et le couple partit à Sloviansk. Au début, Irina s'engagea totalement dans la campagne :

Nous avons dépensé beaucoup d'argent. Des habitants m'aidaient, collaient les affiches et apportaient de la nourriture. Je suis tombée malade. J'ai eu une pneumonie. Alors mon enthousiasme est retombé. J'ai aussi compris que nous n'avions aucune chance : les électeurs se faisaient acheter, les lois étaient violées. C'était le chaos (*bespredel*). Ils ont commencé à fêter les résultats à 20 heures, avant la fin du dépouillement.

Le lendemain des élections, le couple retourna à Kiev. Le mari d'Irina posa un ultimatum : « Soit je pensais à lui et à notre fille, soit je devais aller vivre toute seule ». Irina cessa, un

temps, de donner des interviews.

Les victimes de prise d'otage n'ont pas de statut légal. L'État ne prévoit pour elles aucune aide juridique, psychologique ni financière. Evgenia Zakrevskaya, une avocate spécialisée dans la défense des demandeurs d'asile, enregistra l'histoire d'Irina en septembre 2014. Irina attendit jusqu'en 2016 pour recevoir l'aide d'un avocat, proposée par le Groupe de défense des droits de l'homme de Kharkiv. Irina et cet avocat communiquent par téléphone et par Skype. Irina fut convoquée et longuement interrogée par un procureur militaire en octobre 2017. En dépit de l'indifférence quant à l'absence de soutien aux civils ex-otages, elle continue à se battre pour la reconnaissance de ce problème.

Malgré les violences subies, Irina n'a pas cherché à consulter un psychologue ou un psychiatre. Elle dit ne pas en avoir besoin. On ne lui en a pas proposé. Les tortures sont pourtant des épreuves qui remettent en cause la confiance qu'on a dans les autres et sa propre estime de soi. En août 2017, Irina accepta d'aller chez un médecin à l'hôpital. Le médecin lui prescrivit de forts antidépresseurs, qu'elle arrêta ensuite de prendre. Il ne prêta pas l'oreille à son histoire. Cette consultation fut un traumatisme qu'elle ne voulut pas revivre. Dans tous nos entretiens, Irina est habillée et maquillée avec soin. Sa voix est ferme et douce. On devine la lutte qu'elle engage constamment contre des pensées ténébreuses qui s'expriment dans certaines intonations de sa voix, ses maux de tête au bout d'une demi-heure de conversation et son regard constamment rougi par le désarroi. Ces comportements traduisent, tout le long de discours maîtrisés, que le monde d'avant d'Irina a été piétiné. Mais elle apparaît comme une battante. Elle fait partie de ces victimes qui ne veulent pas penser à elles-mêmes, « ne pas faire sortir le monstre de leurs corps », selon l'expression de la militante de L'Oiseau bleu. Elle veut aider les autres. Elle témoigne pour toutes les femmes qui n'ont pas la force de le faire. Elle tente de réparer le Donbass à sa manière. Elle soutient moralement les connaissances restées là-bas. Elle a téléphoné par exemple à un ancien ami de son fils, « issu d'une famille pauvre », pour s'excuser de n'avoir rien fait contre sa détention arbitraire, sans preuve, pendant trois ans, avant la guerre. Elle se sent coupable d'avoir fermé les yeux sur la gabegie et l'arbitraire policiers et la corruption généralisée jusqu'à la guerre.

Les violences contre les civils, un problème peu traité

C'est souvent la famille qui apporte la plus grande aide aux victimes. Le malheur de l'être cher devient malheur familial. Mais la famille ne parvient pas toujours à encaisser le coup. Les victimes passent souvent avec les êtres proches un pacte tacite de silence : « On n'en parle pas en famille. Mon mari n'arrive pas à regarder les émissions où j'ai pris la parole. Quand les journalistes venaient, il partait. » En outre, Irina, comme une partie des victimes, ne veut pas faire porter ce malheur à ses proches.

Irina perçoit son expérience comme commune : « Ma famille et moi n'avons pas plus souffert que le peuple ukrainien ». Son récit, elle le fait à toute personne qui le souhaite, aux journalistes et à ceux qui lui écrivent sur son compte Facebook, très populaire. Elle a

accordé une grande quantité d'interviews aux médias. Elle a témoigné devant l'ONU et l'OSCE. Irina est devenue un personnage public. Elle se sent une grande responsabilité devant la photographie prise sur la place de Donetsk : « Je ne dois pas la salir ». Celle-ci a valeur non seulement de preuve, mais de message : « Devant cette photo chacun se dit que nous ne devons pas permettre de tels événements ».

L'incarcération par l'ennemi est vécue comme une expérience stigmatisante qui engendre un regard négatif de la part des autres sur la victime après sa libération. Dans une société en guerre, dure avec les faibles, il n'est ni habituel, ni légitime pour les survivants de se plaindre publiquement de violences. Les réactions publiques et privées envers elles sont variées : compassion, gêne, rejet, résignation et surtout indifférence. Pour Irina, les médecins qui reçoivent les victimes des sévices dans les territoires occupés participent aussi à la banalisation de la violence. Irina rapporte le récit d'une amie (les témoignages les plus durs sont présentés comme indirects). Un chirurgien traumatologue qui exerce à Donetsk reçut en urgence une jeune fille de 17 ans. La radiographie de ses poignets et de ses chevilles montra que les os de ces parties avaient été brisés en tout petits fragments. Ses ravisseurs (pro-russes ou pro-ukrainiens) lui avaient attaché les membres et les lui avaient étirés. Le médecin analysa la situation en disant que l'humanité se divisait « en loups et en agneaux » et que les soldats étaient des loups. Cette position, parce qu'elle invitait à accepter et naturaliser la réalité, choqua Irina et son amie : ce médecin était un criminel. Derrière les slogans patriotiques, Irina garde une lucidité critique vis-à-vis du pouvoir central : « l'État est totalement indifférent à mon destin ». Ces questions de la prise en charge, délaissées par l'État, ont été saisies par des collectifs issus de la révolution du Maïdan. Ceux-ci ont entamé un travail de pression, d'une part auprès du gouvernement pour engager des réformes (en proposant des projets de loi), et d'autre part auprès des administrations judiciaires et policières pour qu'elles prennent en compte les violences. L'association L'Oiseau bleu s'occupe des civils pris en otages et de leurs familles, pendant la détention et après leur libération. Elle couvre les territoires pro-russes (80 % des cas) et pro-ukrainiens (10 %). L'association compte une dizaine de membres – dont d'anciens otages originaires de la région de Lougansk –, pour la plupart psychologues, et un avocat. Face à un État corrompu et défaillant, ces militants font pression sur les institutions et les fonctionnaires. Malgré les accords de paix signés à Minsk en février 2015, les combats continuent quotidiennement, avec une intensité moindre. Le conflit prend également la forme d'attentats ciblés à Kiev. Les récits sur l'expérience de la guerre possèdent une force considérable : ils expriment violence et douleur. Ils montrent la rapidité avec laquelle une société peut basculer dans un conflit. Ceux qui les recueillent sont tiraillés entre deux exigences contradictoires. D'une part, ils éprouvent de la pudeur face à un ineffable et face aux violences. D'autre part, ils se sentent un devoir de raconter les expériences de personnes qui ont l'amabilité et la force de s'entretenir avec eux. Il est difficile de trouver la bonne distance. Il m'a semblé plus important encore de raconter. Les récits d'Irina se sont construits au fil du temps : caricaturée par les médias comme « ex-otage », Irina est devenue une femme d'opinion dénonçant les violences de la guerre et cherchant à « faire » la paix pour le Donbass. Dire la violence dans sa vérité pour y mettre fin ? Cette parole est peu audible dans le contexte

extrêmement tendu de la guerre.